

## Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (GAL, sigle anglais)

### Rapport de la Réunion générale

10 septembre 2019

Lieu : Siège de l'UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75007 Paris, France

#### 1. Contexte

L'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (GAL) a tenu sa réunion générale le 10 septembre 2019 au Siège de l'UNESCO à Paris, France. Cette réunion a fait suite à la Conférence intitulée « Alphabétisation et multilinguisme » qui s'est déroulée le 9 septembre 2019 à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation. En sa qualité de secrétariat de l'Alliance, l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) a organisé cette réunion, dans le but de :

1. Présenter les résultats préliminaires d'une note technique conjointe de l'UNESCO sur l'estimation du coût de la réalisation de la cible 4.6 de l'ODD 4 dans 29 pays membres de l'Alliance ;
2. présenter la version préliminaire de la stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020–2025 pour information et discussion
3. présenter la première version de la stratégie de l'Alliance, le calendrier de sa mise en œuvre, le processus de consultation et la procédure d'adoption ; et
4. informer les pays membres de l'Alliance des progrès accomplis dans l'exercice de cartographie par l'Alliance des politiques et programmes d'alphabétisation, y compris la méthodologie utilisée et l'échéancier.

La réunion générale de l'Alliance a rassemblé un total de 62 participants, parmi lesquels 36 délégués nationaux (dont 23 issus de pays de l'Alliance). Plusieurs observateurs d'organisations de la société civile, du milieu universitaire et d'organisations régionales, ainsi qu'un certain nombre d'États membres de l'UNESCO ne faisant pas partie de l'Alliance, ont participé à la réunion (voir Annexe 1).

#### 2. Procès-verbal

Conformément à l'ordre du jour de la réunion (voir Annexe 2), les participants suivants ont tenu un discours lors de **la séance d'ouverture** : M. David Atchoarena, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) ; S. E. M. Deng Hoc Yai, ministre de l'Éducation générale et de l'Instruction de la République du Soudan, Co-Président du Groupe de pilotage de l'Alliance; et M. Borhene Chakroun, directeur de la Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie du secteur de l'Éducation du Siège de l'UNESCO, qui représentait la sous-directrice générale pour l'éducation. Mme Denise Houphouet-Boigny, Ambassadrice et Déléguée permanente, Délégation permanente de la Côte d'Ivoire, qui représentait S. E. Mme Kandia Camara, ministre de l'Éducation de la Côte d'Ivoire, et occupe la fonction de Co-Présidente du Groupe de pilotage de l'Alliance était également présente à cette séance de groupe.

Dans son discours de bienvenue, M. Atchoarena a rappelé les résultats obtenus lors de la réunion au Mexique fin 2018, parmi lesquels figurait un repositionnement de l'Alliance qui se concentrera sur les 29 pays qui, dans le monde, font face aux plus grands défis en matière d'alphabétisation. Il s'agit des 20 pays affichant un taux d'alphabétisme des adultes inférieur à 50 % et des 9 pays E-9 rassemblant la majorité des jeunes et adultes analphabètes. M. Atchoarena a remercié le Secrétariat de l'Éducation publique au Mexique et le Centre de coopération régionale pour l'éducation des adultes en Amérique

latine et dans les Caraïbes (CREFAL) du soutien financier et technique qu'ils ont fourni pour l'organisation de la réunion générale de l'Alliance mondiale du 12 au 14 novembre 2018 au Mexique.

Dans son discours, M. Borhene Chakroun, a fait référence à la Conférence internationale sur « L'alphabétisation et le multilinguisme » célébrant la Journée internationale de l'alphabétisation (JIA) qui s'est tenue la veille et a souligné l'importance de redynamiser les efforts accomplis conjointement pour faire face aux défis de l'alphabétisation dans un monde multilingue. Citant le Forum politique de haut niveau sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable, qui s'est tenu au Siège des Nations Unies (UN) en juillet 2019, M. Chakroun a réaffirmé l'importance de suivre les résultats et a informé les participants que le monde n'est pas sur la bonne voie pour réaliser l'ODD 4 en général et la cible 4.6 de cet ODD, en particulier. Il a également fait remarquer que l'Alliance devrait plaider en faveur de l'alphabétisation au niveau mondial en affûtant sa pertinence pour réaliser les autres ODD d'ici 2030. L'UNESCO continuera de suivre les progrès accomplis et réunira différents partenaires afin qu'ils œuvrent à la réalisation de l'ODD 4. M. Chakroun a également mentionné que de nouvelles plates-formes voyaient le jour, procurant de nouveaux fonds et fournissant de nouvelles idées et orientations au discours mondial sur l'éducation. En conséquence, il a estimé que l'Alliance devrait s'aligner sur une architecture et un discours de l'éducation dans le monde, en constante mutation.

Dans ses remarques introductives, M. Yai (Soudan du Sud), a mis en lumière le rôle de l'éducation en tant que droit humain ancré dans les constitutions nationales de nombreux pays et l'importance de l'éducation en tant que bien public. À ses yeux, le pouvoir de l'éducation ne change pas seulement la vie des individus mais contribue également à faire changer la société. Dans le cas de la République du Soudan du Sud, où 73 % de la population âgée de 15 ans et plus est dépourvu des compétences de base en lecture, écriture et calcul, le ministre a affirmé que les faibles taux d'alphabétisme sont à imputer aux questions d'égalité entre les sexes, de différences entre les générations et de situation géographique (zones rurales défavorisées). En outre, le conflit prolongé et les crises ont contribué à élargir le fossé en matière d'alphabétisme entre les différents groupes sociaux. Le ministre a informé les participants que plusieurs programmes d'alphabétisation avaient été mis en œuvre dans son pays afin de combattre les problèmes persistants de la population dans ce domaine. Ces programmes ciblaient les communautés pastorales et les filles déscolarisées. Il a salué la décision de l'Alliance de se repositionner pour concentrer ses efforts sur 29 pays dont le Soudan du Sud, pays dans lequel la majorité des jeunes et des adultes est analphabète. Le ministre a exprimé l'espoir d'une collaboration plus poussée en la matière. Il a rappelé aux participants que tous ceux qui bénéficiaient d'opportunités d'acquérir des compétences d'alphabétisme avaient le devoir moral de s'attaquer à ce défi pour tous les laissés-pour-compte privés de telles opportunités.

Après les discours d'ouverture, la réunion générale s'est poursuivie par quatre séances thématiques. **La première séance** s'articulait autour de la note technique conjointe UNESCO sur l'estimation du coût de la réalisation de la cible 4.6 de l'ODD 4 dans 29 pays membres de l'Alliance. Elle a été animée par Mme Madina Bolly, spécialiste principale du programme de l'UIL, et trois présentations y ont été faites. Dans le contexte des données sur l'alphabétisation, produites par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), M. Friedrich Huebler a présenté le modèle mondial de projection de l'alphabétisation par âge (GALP). Selon M. Huebler, ce modèle combine les taux d'alphabétisme projetés avec les données sur les tendances démographiques afin de générer des estimations relatives à la population dépourvue des compétences de base en lecture, écriture et calcul. Il a suggéré d'appliquer ce modèle pour identifier des valeurs nationales et régionales précises. Mme Satoko Yano, spécialiste du programme au Secteur de l'éducation du Siège de l'UNESCO à Paris, a ensuite présenté l'estimation des coûts liés à la réalisation de la Cible 4.6 de l'ODD 4 pour 29 pays de l'Alliance, à l'aide du modèle de calcul des coûts élaboré par l'UNESCO. Enfin, Mme Yuki Murakami, spécialiste de programme à l'Unité du Rapport mondial de suivi sur l'éducation au Siège de l'UNESCO, a présenté un aperçu de l'aide internationale à l'éducation, en mettant l'accent sur cette aide dans le contexte de l'alphabétisation dans les pays de l'Alliance. Les participants ont été invités à discuter des présentations faites lors de la séance. Les principaux points de discussion sont résumés aux pages 3 à 5 du présent rapport.

**La deuxième séance** de la réunion devait présenter le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025. M. Borhene Chakroun a commencé sa présentation en évoquant les défis rencontrés et en projetant les besoins futurs en matière d'alphabétisation, en particulier dans un contexte de mutation de l'économie et de prolifération des technologies dans la société. Gardant à l'esprit ces défis, ainsi que les changements à venir, il a présenté le projet de stratégie qui comprenait quatre domaines stratégiques prioritaires, à savoir : a) les

politiques, b) l'équité et l'égalité entre les sexes, c) l'exploitation des technologies, et d) des données fiables pour les politiques et l'offre. Il a informé les participants que le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025 serait présenté et soumis à discussion lors de la réunion du Conseil exécutif de l'UNESCO en octobre 2019.

Au cours de **la troisième séance**, Mme Karen Mundy a présenté, en sa qualité de consultante de l'UIL, une première version de la stratégie de l'Alliance qui constitue un document de base. Elle a expliqué que les objectifs proposés dans la stratégie étaient étroitement alignés sur les objectifs stratégiques formulés dans le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025, avec cependant un objectif supplémentaire soulignant l'importance du financement et des partenariats pour la réalisation des quatre autres objectifs. Cette présentation a été suivie d'une discussion approfondie, animée par M. Atchoarena. Les principaux points de cette discussion sont résumés dans ce rapport.

**La dernière séance** de la réunion a porté sur les mises à jour de l'enquête de cartographie de l'Alliance, présentée par Mme Rakhat Zholdoshalieva, cheffe d'équipe de l'Appui aux politiques et du renforcement des capacités à l'UIL. Dans son exposé, Mme Zholdoshalieva a brièvement discuté du cadre général et de la méthodologie de l'Enquête, puis a expliqué aux représentants comment remplir le questionnaire de l'enquête et enfin les a informés du calendrier prévu. L'Enquête sera lancée à la fin septembre 2019. Elle a invité les participants à contacter, si nécessaire, le secrétariat de l'Alliance afin d'obtenir un soutien pour répondre à l'enquête. La première analyse sera effectuée fin novembre et le rapport final sera publié en décembre 2019 ou début 2020.

Au cours de la **séance de clôture**, M. Atchoarena et Mme Maman Ouattara, directrice de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, représentant S.E. Mme Kandia Camara, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Côte d'Ivoire, ont rappelé les points essentiels de la réunion. Mme Ouattara a mis l'accent sur trois réalisations clés de l'Alliance, à savoir le document d'estimation du coût, la stratégie GAL et l'enquête GAL sur les politiques et programmes d'alphabétisation, qui ont été accomplies depuis sa dernière réunion tenue à Mexico en novembre 2018. Se référant au document d'estimation du coût, Mme Ouattara a indiqué que chaque pays de l'Alliance disposait d'une base de calcul du coût de la réalisation de l'objectif d'alphabétisation. Elle a noté qu'un tel document pourrait aider les pays de l'Alliance à faire des estimations plus concrètes pour plaider en faveur de l'allocation de fonds suffisants au sein des budgets nationaux, dans la mesure du possible. Ces chiffres pourraient également être utilisés pour attirer des donateurs potentiels. Elle a appelé les pays de l'Alliance à s'approprier la stratégie GAL révisée et à collaborer avec l'UIL pour en mettre en œuvre les principales activités.

### 3. Principaux points de discussion et recommandations

#### I. Réaliser l'ODD 4.6 dans les pays de l'Alliance : résultats de l'établissement des coûts

- **Accélérer les efforts de plaidoyer au niveau mondial et identifier des mécanismes innovants de financement de l'alphabétisation**

La séance sur l'estimation du coût de la réalisation de la cible 4.6 des ODD a donné lieu à un long débat. Les participants ont été informés des hypothèses clés suivantes concernant le modèle de simulation des coûts de l'UNESCO. Premièrement, la cible 4.6 actuelle des ODD est formulée comme suit : « D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter ». Le modèle proposé exigeait une cible quantitative pour la simulation. On a supposé que « tous les jeunes » signifiait 100 %, alors qu' « une proportion considérable d'adultes » pouvait correspondre à des valeurs quantitatives différentes. Pour aborder ce dernier point, trois scénarios cibles pour la population adulte ont été proposés afin de prévoir les coûts nécessaires pour atteindre la cible d'ici 2030 (UNESCO, 2019, p. 6<sup>1</sup>). Le scénario 3 consistant à retenir 100 % de

---

<sup>1</sup> UNESCO, (2019). Estimation du coût de la réalisation des objectifs d'alphabétisation dans le contexte de l'ODD 4.6 dans les pays de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation :

[http://uil.unesco.org/sites/default/files/doc/literacy/global-alliance/realisation\\_de\\_lodd\\_4.6\\_dans\\_les\\_pays\\_de\\_lalliance\\_resultats\\_de\\_lexercice\\_destimation2019.pdf](http://uil.unesco.org/sites/default/files/doc/literacy/global-alliance/realisation_de_lodd_4.6_dans_les_pays_de_lalliance_resultats_de_lexercice_destimation2019.pdf)

jeunes et 100 % d'adultes ainsi qu'un programme d'alphabétisation d'une durée de 500 heures, a été considéré comme un objectif idéal à atteindre d'ici 2030.

Deuxièmement, deux hypothèses ont été formulées quant à la durée des programmes, à savoir 250 heures ou 500 heures de cours. Afin de refléter l'importance d'une pratique et d'un usage indépendants des compétences en littératie et numératie, il a été estimé que des programmes de 500 heures devraient être conçus et mis en œuvre.

Troisièmement, la supposition a été faite que les pays de l'Alliance envisageaient d'investir le niveau de financement recommandé, c'est-à-dire trois 3 % du budget de l'éducation dans le cadre d'une affectation de 5 % du PIB à l'éducation (0,15 % du PIB à l'alphabétisation).

Sur la base des hypothèses énoncées ci-dessus, l'UNESCO a soutenu que le montant du financement nécessaire pour réaliser l'alphabétisation universelle des jeunes et des adultes dans ces 29 pays de l'Alliance et assurer une offre de programmes de qualité, s'élevait à 14 milliards de dollars. Près de 10 milliards de dollars de cette somme seraient nécessaires pour que 20 pays de l'Alliance à faible revenu puissent atteindre l'objectif de l'alphabétisation universelle. Même si ces 20 pays allouaient le niveau recommandé, c'est-à-dire 3 % de leur budget total de l'éducation aux programmes d'alphabétisation, ils ne seraient pas en mesure d'atteindre l'objectif proposé dans le scénario 3 ; il était donc urgent de mobiliser une aide extérieure. Selon les données les plus récentes mentionnées par l'UNESCO, seuls 2 % des 37 % de l'aide internationale consacrée à l'éducation, étaient actuellement affectés à l'appui de programmes d'alphabétisation dans ces pays de l'Alliance.

Plusieurs points ont été soulevés par les participants concernant la mobilisation de fonds nationaux et extérieurs pour combler le déficit financier estimé. Un représentant d'une organisation de la société civile, Pamoja Afrique de l'Ouest, a noté que les donateurs hésitaient à investir dans les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes et que les gouvernements continuaient de réduire les investissements faits à partir de leurs propres ressources. Un représentant du Nigéria a demandé si des institutions mondiales et des organisations bilatérales, telles que la Banque mondiale et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), pouvaient être invitées aux réunions de l'Alliance afin d'être sensibilisées au problème de l'alphabétisation dans les pays membres.

En réponse à ce commentaire, M. Atchoarena a souligné que le plaidoyer et les partenariats étaient nécessaires aux niveaux national et mondial. Se référant au plaidoyer et aux partenariats au niveau national, il a informé les participants qu'à l'heure actuelle, les plans sectoriels nationaux d'éducation (PSE) ne priorisaient pas l'alphabétisation des jeunes et des adultes, ne reconnaissant pas son importance et ses bénéfices pour les individus et les sociétés. Il a rappelé aux participants que les donateurs et les partenaires se référaient à ces PSE lorsqu'ils envisageaient l'appui financier et technique aux pays. En outre, les donateurs et les partenaires souhaitaient de plus en plus que les gouvernements prennent des engagements financiers concrets (jusqu'à 3 % du budget de l'éducation), les États nationaux constituent les principaux organismes garants du droit à l'éducation. Par conséquent, les deux principales conditions préalables – l'intégration de l'alphabétisation des jeunes et des adultes aux programmes d'éducation des adultes et l'engagement du gouvernement de financer jusqu'à 3 % de l'alphabétisation – devaient être remplies pour mobiliser un soutien international aux efforts nationaux d'alphabétisation.

M. Chakroun a rappelé la nécessité de mobiliser des partenaires et des ressources au niveau national tels que des entreprises privées qui investissent dans des programmes d'alphabétisation pour leurs travailleurs/employés. Cette approche ne semble pas actuellement être utilisée de manière plus efficace et créative. M. Chakroun a ajouté qu'à titre d'exemple de mobilisation de ressources nationales, des entreprises privées ont financé deux des cinq Prix d'alphabétisation Roi Sejong UNESCO 2019 et Prix Confucius UNESCO d'alphabétisation pour les lauréats<sup>2</sup>. Il a également mentionné l'exemple de l'Afghanistan, où environ un million de personnes ont bénéficié de projets extrabudgétaires financés par d'autres États membres de l'UNESCO. Mme Bolly a suggéré que les approches intersectorielles du financement et de la mise en œuvre des programmes soient identifiées au niveau des pays et que les bonnes pratiques puissent être partagées entre les pays de l'Alliance. Mme Houphouet-Boigny (Côte

---

<sup>2</sup> UNESCO (2019) Prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO.  
<https://fr.unesco.org/themes/literacy/prizes/2019>

d'Ivoire), a indiqué que les États membres devaient identifier des modes de financement novateurs, car il n'appartenait pas à l'UNESCO et aux donateurs de financer seuls les programmes d'alphabétisation. Elle a réitéré le commentaire de M. Chakroun sur l'importance des investissements des entreprises du secteur privé dans les programmes d'alphabétisation pour leurs employés.

- **Affiner le modèle UNESCO de simulation des coûts de l'alphabétisation de 2019 pour le plaidoyer au niveau des pays**

Quelques observations ont été faites sur la méthodologie du modèle de simulation de l'UNESCO et sur les données de l'ISU relatives au taux d'alphabétisme. Certains participants ont demandé si les paramètres d'estimation d'un coût unitaire comprenaient la production de matériels d'alphabétisation, la production et l'utilisation d'applications d'apprentissage mobiles, ces dernières étant essentielles pour assurer l'inclusion et l'équité face aux défis persistants de l'alphabétisation dans de nombreux pays africains de l'Alliance. Mme Yano a précisé que dans le modèle actuel, les parts du budget consacrées aux salaires des enseignants étaient plus élevées que celles prévues dans le modèle proposé par Ravens et Aggio (2005<sup>3</sup>), pour tenir compte de la production de matériels d'alphabétisation et de la formation des alphabétiseurs. En outre, cette estimation de modèle visait à collaborer avec les pays de l'Alliance et les partenaires pour plaider en faveur d'un financement accru. Les pays de l'Alliance ont été invités à affiner le modèle afin de produire des estimations plus précises pour chaque pays. Il faudrait à cet effet disposer de données fiables et affiner les paramètres des coûts unitaires du modèle.

- **Améliorer la collecte et l'utilisation des données de l'ISU sur l'alphabétisation**

Certains participants ont soulevé des questions liées aux données de l'ISU sur l'alphabétisation. En particulier, Mme Anna Robinson-Pant, titulaire de la Chaire UNESCO d'alphabétisation des adultes et d'apprentissage au service de la transformation sociale, a demandé si et comment l'apprentissage à l'ère de l'auto-apprentissage et l'apprentissage acquis en dehors des modalités formelles et non formelles était pris en compte dans les statistiques actuelles d'alphabétisation. Mme Ouattara (Côte d'Ivoire), a demandé des précisions sur la fréquence de la collecte des données, tandis que l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire a évoqué la difficulté de comprendre les rapports de l'ISU et a recommandé que l'UNESCO se concerte avec les délégations permanentes pour échanger des conseils sur la manière d'utiliser ces rapports. En réponse à ces questions, M. Huebler a rappelé que les données sur l'alphabétisation étaient collectées tous les deux ans par le biais d'une enquête menée avec l'aide des points focaux nationaux et sur une base volontaire. En outre, la capacité statistique des pays différait, ce qui posait des problèmes d'exactitude des données, phénomène amplifié par la diversité des prestataires de services d'alphabétisation. M. Huebler a informé les participants que l'ISU continuait d'élaborer de nouvelles méthodes et de nouveaux modèles pour recueillir davantage de données sur les indicateurs de la cible 4.6 des ODD. Les préoccupations mentionnées ci-dessus ont mis en lumière l'importance d'œuvrer avec les États membres pour comprendre le processus de collecte, d'analyse et de présentation des données statistiques sur l'alphabétisation, traitées par l'ISU.

## **II. Renforcer les partenariats pour l'alphabétisation et son financement dans le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025**

Le projet de stratégie d'alphabétisation de l'UNESCO a fait l'objet de plusieurs observations et clarifications. L'une d'entre elles, formulée par les participants des ONG, concernait la nécessité de reconnaître le rôle crucial des organisations de la société civile dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation au sein des États membres. Mme Kouriram Hatchabi (Niger), a exprimé une préoccupation plus critique, réitérant l'importance d'affirmer explicitement que les gouvernements doivent impérativement accroître les fonds alloués aux programmes d'alphabétisation dans leurs budgets nationaux. Elle a fait observer qu'à l'heure actuelle, les crédits budgétaires consacrés à l'alphabétisation étaient faibles dans son pays, ce qui entraînait un goulet d'étranglement dans la mise

---

<sup>3</sup> Ravens & Aggio (2005). The costs of Dakar goal 4 for developing and 'LIFE' countries.  
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000146330?posInSet=1&queryId=eec6908a-a6ed-4d84-b418-cac34ef08ab1>

en œuvre de la stratégie et de la politique nationales d'alphabétisation. En outre, énumérant de nombreux domaines qui ne figuraient pas explicitement dans la stratégie d'alphabétisation de l'UNESCO, M. Abba Haladu, (Nigéria), a également souligné que la mobilisation des ressources et le plaidoyer devaient être considérés comme un objectif stratégique afin de faire ressortir leur importance pour améliorer la situation dans les États membres. M. Chakroun, dans sa réponse aux questions ci-dessus, a expliqué que les consultations en vue de l'élaboration de la stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025 englobaient tous les types de parties prenantes, y compris un certain nombre d'ONG. Il a également précisé que certains des objectifs stratégiques comprenaient quelques-uns des domaines prioritaires proposés par les participants. En ce qui concerne la question de l'amélioration du financement des programmes d'alphabétisation, M. Chakroun a indiqué que les politiques et stratégies nationales devaient mentionner explicitement la question du financement et proposer des chiffres concrets, car les contextes nationaux étaient différents. En tant que tel, l'objectif stratégique en matière de politique était censé couvrir cette question. Il a également évoqué l'importance d'établir un lien entre le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes pour 2020-2025 et la stratégie de l'Alliance proposée.

### **III. Améliorer le projet de stratégie de l'Alliance**

Les points suivants concernant la proposition du projet de stratégie ont été soulevés et discutés.

- **Accord sur la vision et la mission proposées**

Signifiant leur accord avec la proposition d'un alignement entre le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025 et le projet de la stratégie de l'Alliance, les participants à la réunion ont exprimé leur gratitude à l'UNESCO/UII, les remerciant d'avoir rédigé ce projet et d'avoir consulté les pays de l'Alliance tant pour la rédaction que pour la finalisation de la stratégie. M. Fuad Omer (Éthiopie), a reconnu qu'il était important d'associer les États membres à la définition du contenu et des objectifs de la stratégie GAL, non seulement pour ce qui est de ses cibles mais aussi de sa mission globale. L'adoption d'une telle approche permettra aux pays GAL de visualiser ce qu'ils souhaitent réaliser après un certain nombre d'années de collaboration dans le cadre de l'Alliance. Mme Guerly Alfrena Cemaitre (Haïti), a fait remarquer que le projet de stratégie GAL pourrait servir de base aux stratégies nationales d'alphabétisation des pays de l'Alliance, qui se concentrent sur les questions et défis liés au contexte.

Bien que les participants aient en général exprimé leur accord avec la vision et la mission proposées par la stratégie GAL, quelques-uns ont débattu de la proposition de mettre l'accent sur la cible 4.6 des ODD ou d'élargir la vision au-delà de la cible 4.6 de l'ODD 4, afin d'englober la reconnaissance de l'alphabétisation comme une nécessité pour la vie, exigeant des partenariats intersectoriels. Alors que Mme Hatchabi (Niger), a souligné que la stratégie pourrait également être élargie pour intégrer les enfants et les jeunes qui, bien que scolarisés, ne savent pas lire, ni écrire ou compter, M. Haladu (Nigeria), a souligné la nécessité de restreindre la portée de la stratégie GAL, c'est-à-dire de la limiter à une réduction du nombre total de jeunes et d'adultes qui ne possèdent pas les compétences de base en alphabétisme dans ces 29 pays. M. Haladu a souligné que cela rendrait le suivi et l'évaluation des résultats plus réalistes et mesurables.

- **Renforcer les objectifs stratégiques d'équité et de qualité**

Plusieurs questions ont été soulevées concernant l'équité, la qualité et la durabilité des interventions en matière d'alphabétisation, stipulées dans le projet de stratégie de l'Alliance. Mme Cemaitre (Haïti), a déclaré que si la proposition consistait à axer la stratégie sur les jeunes adultes, cela aurait pour effet d'exclure les générations plus âgées, qui constituent actuellement la majorité de ceux qui ne possèdent pas les compétences de base en alphabétisme. M. Haladu (Nigéria), a noté que les interventions de l'Alliance devaient porter sur la qualité des résultats de l'apprentissage plutôt que sur un simple chiffre relatif au taux d'alphabétisme, étant donné que la majorité des participants aux programmes d'alphabétisation ne savaient ni lire ni écrire après avoir participé à de tels programmes d'une durée de six à neuf mois au Nigeria. Se référant au cas du Nigéria, il a dit que le seuil de compétence en littératie pourrait être la capacité de lire, d'écrire et de communiquer dans sa propre langue, ce qui équivaut à l'achèvement de la troisième année du primaire.

Reconnaissant la nécessité de certifications et d'attestations d'apprentissage et d'études, M. Stephen Wyber, de la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques (IFLA), a souligné que la valeur de l'apprentissage informel ne devait pas se perdre. À cet égard, il a appelé à des investissements et une collaboration pour élaborer des outils pertinents permettant de recenser ces activités d'apprentissage. M. Atchoarena a déclaré qu'il fallait prioriser la mise en place et l'amélioration des infrastructures propices à des environnements lettrés et des bonnes pratiques dans les contextes nationaux, afin de perfectionner et de maintenir les compétences des jeunes et des adultes. Il s'est félicité du rôle joué par les bibliothèques, dans la mesure où elles contribuent, en particulier, à la durabilité des pratiques d'alphabétisation. Mme Ida Njie, (Gambie), a indiqué que la durabilité des programmes d'alphabétisation devait être soulignée dans le projet de stratégie de l'Alliance. Elle a en outre fait remarquer que les questions de qualité et d'équité devraient être explicitement mentionnées dans la version finale de la stratégie.

- **Affiner les objectifs stratégiques en matière de plaidoyer, de partenariat et de mobilisation des ressources**

Plusieurs participants, dont les représentants des gouvernements et des organisations de la société civile, ont souligné l'importance d'affiner les formulations relatives au plaidoyer et à la mobilisation des ressources et des partenariats. Actuellement, l'objectif stratégique 5 consiste à « Renforcer les partenariats de l'Alliance en identifiant de nouveaux partenaires et en diversifiant les sources de financement ». Les discussions ont souligné que ce libellé combinait deux questions distinctes : le partenariat et le financement. Quelques participants ont proposé de séparer la « création de partenariats » du « plaidoyer en faveur de » et de la « mobilisation de ressources financières » – que ce soit au niveau national ou extérieur - dans le projet de stratégie de l'Alliance, car le défi actuel dans les pays relève essentiellement d'un financement limité de l'alphabétisation plutôt que de l'absence de documents de politique et de partenariats.

En ce qui concerne la mobilisation de ressources, M. Cheick Diallo (Guinée), a déclaré en particulier que le plaidoyer et la sensibilisation étaient nécessaires auprès des décideurs et des responsables politiques de haut niveau. Malgré l'appel lancé à s'engager pour que le budget alloué à l'alphabétisation soit porté à 3 % du budget de l'éducation nationale, la réalité montre qu'il est de 0,2 % témoignant de déclarations d'intention sur papier, qui ne sont pas suivies d'effets en termes d'actions. À cet égard, le projet de document devrait également comporter une stratégie concrète pour s'assurer que les pays s'engagent réellement et consacrent 3 % de leur budget d'éducation à l'alphabétisation. Mme Cemaitre, (Haïti), a fait écho à la même préoccupation quant à la nécessité de centraliser la mobilisation des ressources dans le projet de stratégie.

S.E. M. Yai (Soudan du Sud), s'est référé à la Conférence sur le financement du GPE<sup>4</sup> qui s'est tenue les 1er et 2 février 2018 à Dakar, au Sénégal, et a précisé que le budget national représentait une grande partie du financement de l'éducation. Il était donc essentiel de veiller à ce que les ressources nationales soient au cœur de cette question et à ce que les États membres augmentent leur financement de l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Toutefois, il a également indiqué que l'argent seul ne pouvait constituer une solution. La créativité et l'utilisation novatrice des ressources nationales existantes – telles que la mobilisation de jeunes volontaires qui enseignent à leurs parents et à d'autres personnes âgées ; les nouvelles technologies pour améliorer l'accès aux programmes d'alphabétisation et leur qualité ; et les programmes d'alphabétisation financés par le secteur privé – devaient également être explorées, partagées et appliquées dans les autres pays de l'Alliance. La nécessité de faire participer le secteur privé à la résolution des problèmes d'alphabétisation dans les pays GAL a également été soulignée.

M. Atchoarena a d'autre part suggéré d'élaborer un large éventail de messages de sensibilisation pour différentes catégories de pays, sur la base de la Note technique conjointe de l'UNESCO sur l'estimation du coût de la réalisation des ODD dans le contexte de la cible 4.6 dans les 29 pays de l'Alliance. En outre, les populations cibles pourraient être différenciées pour renforcer les messages de plaidoyer. Une autre possibilité, selon M. Atchoarena, consisterait à avoir un groupe de défenseurs et de champions, y compris des célébrités, pour promouvoir l'importance de l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Ces « avocats » pourraient faire campagne tant au niveau régional qu'international.

---

<sup>4</sup> Partenariat mondial pour l'éducation (Global Partnership for Education [GPE])

- **Élargir l'adhésion à l'Alliance au-delà de ses 29 pays membres**

Plusieurs organisations, y compris des organisations régionales et nationales de la société civile et des organisations intergouvernementales, se sont interrogées sur la possibilité d'ouvrir l'adhésion à l'Alliance à d'autres pays, au-delà des 29 membres actuels. M. Atchoarena, se référant à une phase antérieure de la création de l'Alliance mondiale, a réaffirmé la nécessité de se concentrer sur les pays actuels, mais s'est félicité de la multiplication des partenariats pour atteindre les objectifs clés de la stratégie de l'Alliance. Les organisations telles que l'OIF, l'ALECSO, l'ADEA, l'IFLA, le Comité de liaison ONG UNESCO, Pamoja Afrique de l'Ouest et d'autres, ont réitéré l'intérêt de leurs organisations à forger un partenariat plus fort dans cette alliance. M. Zinsou Marcellin Hounzangbe (Bénin), a également mentionné que les partenariats dans le cadre de l'Alliance devaient être abordés en fonction des régions. Par exemple, des liens plus étroits pourraient être forgés entre l'Union africaine et l'Alliance. Mme Lily Nyariki (ADEA), a approuvé la proposition ci-dessus et l'a liée au contexte de l'activité de l'ADEA sur la cartographie des politiques de lecture. Mme Afifa Zayadi (ALECSO), s'est renseignée sur les possibilités de partenariat, en particulier concernant les pays en situation de conflit dans la région arabe. Elle a informé les participants des activités menées par l'ALECSO afin d'élaborer une stratégie pour les pays en situation de conflit et a reconnu les liens possibles avec les objectifs stratégiques de l'Alliance.

- **Suivi et évaluation des résultats du projet de stratégie de l'Alliance**

De nombreux participants se sont félicités de l'inclusion d'indicateurs de résultats spécifiques dans le projet de stratégie de l'Alliance. Un représentant de la société civile a suggéré de mentionner le rôle des organisations de la société civile (OSC) et des organisations non gouvernementales (ONG) dans la préparation de rapports alternatifs, l'aide à la collecte de données au niveau local et l'amélioration du suivi de la mise en œuvre au niveau national. Mme Njie (Gambie), a également fait remarquer que le suivi régulier devait être explicitement mentionné dans le projet de stratégie de l'Alliance pour mettre en place un système d'alphabétisation durable dans les pays GAL.

M. Fabricio Gonzaga Araujo (Brésil), s'est félicité que le projet de stratégie de l'Alliance comporte des indicateurs de résultats, mais il a suggéré d'inclure davantage d'indicateurs, notamment des objectifs chiffrés concernant le nombre de jeunes et d'adultes qui bénéficient des interventions. D'autre part, il a indiqué qu'il serait souhaitable d'établir une liste des pays qui ont intégré l'alphabétisation à leurs stratégies et plans nationaux d'éducation. Il a enfin fait remarquer que les réalisations de l'Alliance devaient figurer dans les futurs messages de plaidoyer.

S. E. M. Yai, (Soudan du Sud), s'est dit préoccupé par la tendance à avoir une structure souple pour fixer les objectifs. Il a demandé ce qui se passerait si certains pays n'atteignaient pas ces objectifs et de quelle manière on pouvait éviter de présumer que tous les pays étaient sur la bonne voie pour les réaliser. Il a fait observer que même si la stratégie de l'Alliance était déjà assez complète, elle ne précisait toujours pas les situations propres à chaque pays, alors que cela permettrait de suivre les progrès et d'établir des rapports se référant à des indicateurs spécifiques.

- **Promouvoir les échanges de bonnes pratiques entre les pays de l'Alliance**

Quelques participants ont évoqué la nécessité de mettre en pratique la proposition d'échanger les bonnes pratiques, qui a été soumise lors de la réunion de l'Alliance tenue à Mexico en novembre 2018. S.E. M. Yai (Soudan du Sud), s'est déclaré préoccupé par l'absence d'une communication de suivi relative à l'échange éventuel de bonnes pratiques. M. Hounzangbe (Bénin), a soulevé la question de la reconnaissance, de la validation et de l'accréditation (RVA) de l'apprentissage non formel et informel résultant des programmes d'alphabétisation. Se référant au travail de l'UNESCO dans le domaine de la RVA, M. Chakroun a également souligné la nécessité de mener une enquête spécifique dans les pays de l'Alliance sur la RVA et les systèmes nationaux de certification et de qualification pour l'alphabétisation. Ainsi, la plate-forme de l'Alliance pourrait permettre un apprentissage mutuel. En outre, Mme Machon Honoré a demandé si les pays de l'E-9 pouvaient fournir un soutien à d'autres pays de l'Alliance à travers de tels échanges. Mme Xiaoping Yu, conseillère, Délégation permanente de la République populaire de Chine auprès de l'UNESCO, a donné des informations générales sur les pays de l'E-9 et a exprimé l'espoir que ces échanges pourraient être rendus plus efficaces dans la nouvelle stratégie GAL, notamment en ce qui concerne l'apprentissage à partir de politiques et stratégies efficaces. Elle a suggéré que les pays qui ne font pas partie de l'E-9 puissent également participer au processus. Elle a estimé que la République populaire de Chine, siège de plusieurs centres de catégorie

2 de l'UNESCO, dont le Centre international de recherche et de formation pour l'enseignement rural (INRULED), pourrait faciliter cette coopération.

- **Accord sur le processus de consultation et d'approbation**

En tant que co-président du Groupe de pilotage de l'Alliance, S.E. M. Yai (Soudan du Sud), a suggéré d'établir une plate-forme de communication en ligne pour la consultation et l'approbation de la stratégie améliorée.

Mme Karen Mundy, consultante de l'UIL, a exprimé l'espoir que tous les pays de l'Alliance participeraient activement à la finalisation de la stratégie et à sa mise en œuvre. Elle a fait valoir que, compte tenu de la marginalisation actuelle de l'alphabétisation des jeunes et des adultes, qui reste le parent pauvre des mécanismes internationaux de financement de l'éducation, le projet de stratégie de l'Alliance devrait comporter des objectifs réalisables. Elle a souligné qu'il s'agissait là d'un problème, car les défis en matière d'alphabétisation dans les pays GAL étaient considérables, les aspirations élevées, mais les ressources maigres.

En accord avec la proposition de maintenir l'alignement sur le projet de stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes 2020-2025, les participants ont décidé que le projet de stratégie de l'Alliance maintiendrait les cinq objectifs suivants : (1) politiques; (2) équité; (3) innovation; (4) responsabilisation; (5) financement et partenariats. Toutefois, au cours du débat, il a été mentionné que des difficultés subsistaient en ce qui concerne les priorités à accorder aux groupes cibles – les femmes et les jeunes – et l'accent à mettre sur le plaidoyer ou la coopération technique. Mme Mundy a expliqué que même si le plaidoyer n'était pas explicitement mentionné dans le projet de stratégie GAL, les interventions en faisaient néanmoins partie. Elle a cependant souligné que les Etats membres de l'UNESCO devaient identifier des interventions et des modèles rentables de programmes d'alphabétisation et les partager entre eux. En d'autres termes, l'efficacité économique et les innovations permettant de relever les défis liés à l'alphabétisation devaient figurer au cœur du projet de stratégie de l'Alliance. En outre, la stratégie devrait se concentrer sur les résultats obtenus plutôt que sur son mode d'action, contrecarrant ce qui constituait une lacune dans les tentatives précédentes du plan de travail GAL. À cet égard, elle a estimé qu'il était urgent d'établir une base de référence avant d'adopter le cadre de résultats.

En conclusion, M. Atchoarena a informé les participants que le questionnaire en ligne serait envoyé aux pays de l'Alliance pour consultation sur les différentes composantes du projet de stratégie de l'Alliance. Un certain nombre de partenaires seraient également consultés à ce sujet. En fonction des réponses aux questions en ligne, des modifications seraient apportées au projet de stratégie. Le Secrétariat de l'Alliance partagerait ensuite la stratégie révisée avec les 29 pays pour approbation finale.

#### **IV. Sur l'administration et la finalisation de l'activité de cartographie : l'enquête de l'Alliance sur les politiques et programmes d'alphabétisation**

Suite à l'exposé de Mme Zholdoshaliyeva sur les mises à jour de l'enquête de l'Alliance relative aux politiques et programmes d'alphabétisation, plusieurs points ont été soulevés. Tout d'abord, M. Wyber (IFLA), s'est renseigné sur la possibilité de soumettre un tel exercice de cartographie à d'autres parties prenantes telles que les bibliothèques. Deuxièmement, l'échéancier prévu pour l'enquête a été estimé être un peu court. Mme Zholdoshaliyeva a précisé que l'extension de cette enquête à d'autres parties prenantes serait possible, mais elle a ajouté que cela n'était pas prévu dans cette phase. Dans l'idéal, ces enquêtes devraient être menées par les services compétents des ministères des pays de l'Alliance, responsables de l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Elle a expliqué que le délai imparti était court parce le rapport final devait être préparé d'ici la fin de l'année, ajoutant que le budget pour la réalisation de cette enquête n'avait été prévu que pour cette année.

**Annexe 1: Liste des participants à la réunion générale de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, le 10 septembre 2019 au siège de l'UNESCO**

Sal.	Prénom	Nom	Position	Département/ ministère/organisation	Pays
M.	<b>Sardar Mohammad</b>	<b>Rahimi</b>	Ministre adjoint	Département de l'alphabétisation, Ministère de l'Éducation	Afghanistan
M.	<b>Zinsou Marcellin</b>	<b>Hounzangbe</b>	Directeur Général	Fonds d'Aide à l'Alphabétisation et à l'Éducation en Langues Nationales, Ministère de l'Éducation	Bénin
M.	<b>Irenee Bienvenu</b>	<b>Zevounou</b>	Ambassadeur	Délégation permanente du Bénin auprès de l'UNESCO	Bénin
M.	<b>Sulpice Oscar Cossi</b>	<b>Gbaduidi</b>	Attaché culturel	Délégation permanente du Bénin auprès de l'UNESCO	Bénin
M.	<b>Moise</b>	<b>Sagbohan</b>	Délégué perm. adjoint	Délégation permanente du Bénin auprès de l'UNESCO	Bénin
M.	<b>Fabricio</b>	<b>Gonzaga Araujo</b>	Troisième secrétaire	Délégation permanente du Brésil auprès de l'UNESCO	Brésil
M.	<b>Kalifa</b>	<b>Traoré</b>	Secrétaire général	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	Burkina Faso
M.	<b>Drissa</b>	<b>Koussoubé</b>	Conseiller	Délégation permanente du Burkina Faso auprès de l'UNESCO	Burkina Faso
M.	<b>Pascal Gnianko</b>	<b>Bahan</b>	Conseiller	Délégation permanente du Burkina Faso auprès de l'UNESCO	Burkina Faso
M.	<b>Desiré Achille</b>	<b>Baboula Waganza</b>	Conseiller Culturel/ Délégué Perm.Adjoint	Délégation permanente de la République centrafricaine auprès de l'UNESCO	République centrafricaine
Mme	<b>Xiaoping</b>	<b>Yu</b>	Conseiller	Délégation permanente de la Chine auprès de l'UNESCO	Chine
M.	<b>Chebanni</b>	<b>Ben Said</b>	Directeur Général	Alphabétisation et de la Promotion de la langue, Ministère de l'Éducation	Comores
Mme	<b>Maman</b>	<b>Ouattara</b>	Directrice	Alphabétisation et Éducation non Formelle, Ministère de l'Éducation Nationale	Côte d'Ivoire
Mme	<b>Denise</b>	<b>Houphouet-boigny</b>	Ambassadrice	Délégation permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO	Côte d'Ivoire
M.	<b>Fuad</b>	<b>Omer</b>	Délégué permanent adjoint	Délégation permanente de l'Éthiopie auprès de l'UNESCO	Éthiopie
Mme	<b>Ida</b>	<b>Njie</b>	Directrice régionale	Directorat régional éducation 4, Ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire	Gambie (La)
M.	<b>Cheick</b>	<b>Diallo</b>	Chef Division Alphabétisation de Base	Direction Nationale de l'Alphabétisation de l'Éducation Formelle et non-Formelle, Ministère de l'Éducation	Guinée

Mme	<b>Guerly Alfrena</b>	<b>Cemaitre</b>	Chef de service	Direction de l'aménagement linguistique, Ministère de l'éducation	Haïti
M.	<b>Sachin</b>	<b>Sinha</b>	Secrétaire adjoint	Département de l'éducation scolaire et de l'alphabétisation, Ministère du développement des ressources humaines	Inde
M.	<b>Harris</b>	<b>Iskandar</b>	Directeur général de l'éducation de la petite enfance	Ministère de l'Éducation et de la Culture	Indonésie
M.	<b>Yohan</b>	<b>Rubiyantoro</b>	Analyste des partenariats	Ministère de l'Éducation et de la Culture	Indonésie
Mme	<b>Jenny</b>	<b>Marday</b>	Conseillère	Délégation permanente du Libéria auprès de l'UNESCO	Libéria
M.	<b>Fadiala</b>	<b>Kamissoko</b>	Directeur national	Éducation non formelle et des langues nationales, Ministère de l'Éducation	Mali
M.	<b>Hemed</b>	<b>Aichetou</b>		Délégation perm. de la Mauritanie auprès de l'UNESCO	Mauritanie
M.	<b>Cindy Alejandra</b>	<b>Nino Rodriguez</b>		Délégation perma. du Mexique auprès de l'UNESCO	Mexique
Mme	<b>Kouriram</b>	<b>Hatchabi</b>	Directrice Générale de l'Alphabétisation et de l'Éducation non Formelle (DGAENF)	Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des langues Nationales et de l'Éducation Civique	Niger
M.	<b>Abba</b>	<b>Haladu</b>	Secrétaire exécutif	Commission nationale pour l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et l'éducation non formelle	Nigéria
Mme	<b>Edith</b>	<b>Okoro</b>	Conseillère	Délégation perm. du Nigéria auprès de l'UNESCO	Nigéria
Mme	<b>Neelofer</b>	<b>Shahzad</b>	Délégué permanent adjoint	Délégation perm. de la République islamique du Pakistan auprès de l'UNESCO	Pakistan
H.E. M.	<b>Deng Hoc</b>	<b>Yai</b>	Ministre	Ministère de l'Education Générale et de l'Instruction	Soudan du Sud
M.	<b>Victor Dut</b>	<b>Chol</b>	Directeur de la recherche et du développement des politiques et point focal pour l'ODD4	Ministère de l'Education Générale et de l'Instruction	Soudan du Sud
Mme	<b>Carole</b>	<b>Gnesso</b>		Délégation permanente de la Tanzanie auprès de l'UNESCO	Tanzanie
H.E. M.	<b>Amine</b>	<b>Abba-Sidick</b>	Ambassadeur	Délégation permanente du Tchad auprès de l'UNESCO	Tchad
M.	<b>Maamoune</b>	<b>Charfadine</b>	Premier secrétaire	Délégation permanente du Tchad auprès de l'UNESCO	Tchad
M.	<b>Elom</b>	<b>Agudzé</b>	Assistant de l'Ambassadeur	Permanent Delegation of Togo to UNESCO and OIF	Togo

Mme	<b>Lily</b>	<b>Nyariki</b>	Point focal	Section Livres et Matériels éducatifs (pays anglophones) de l'ADEA	ADEA section livres
M.	<b>Stephen</b>	<b>Wyber</b>	En charge des politiques et du plaidoyer	Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques	IFLA
Mme	<b>Carole</b>	<b>Avande Houndjo</b>	Coordinatrice	Pamoja Afrique de l'Ouest	Pamoja Afrique de l'Ouest
Mme	<b>Maïmouna</b>	<b>Sissoko Touré</b>	Spécialiste de programme	Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF)	IFEFF
Mme	<b>Afifa</b>	<b>Zayadi</b>	Officier de liaison	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO)	ALECSO
Mme	<b>Anna</b>	<b>Robinson-Pant</b>	Chaire UNESCO	Chaire UNESCO en alphabétisation et apprentissage des adultes pour une transformation sociale, Université d'East Anglia, Royaume-Uni	Chaire UNESCO
M.	<b>Jean-Pierre</b>	<b>Jeantheau</b>	Chargé de mission national	Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme	ANCLI
Mme	<b>Barbara</b>	<b>Trudell</b>	Consultante principale en éducation et alphabétisation	SIL International	SIL
Mme	<b>Audrey</b>	<b>Nirrengarten</b>	Responsable d'équipe projet	Division Education-Formation-Emploi, Agence française de développement	AfD
Mme	<b>Marie-Claude</b>	<b>Machon Honoré</b>	Présidente de la conférence internationale des ONG	Comité de liaison ONG UNESCO	ONG - UNESCO
M.	<b>Arnoux</b>	<b>Descardes</b>	Directeur exécutif	Volontariat pour le Développement d'Haïti (VDH)	ONG - VDH
Mme	<b>Pierrette</b>	<b>Viel</b>	Responsable de la Vie Associative	Direction de l'Animation et de la Vie Associative, Ville de Clermont-Ferrand	Clermont-Ferrand
Mme	<b>Aminata</b>	<b>Diawara</b>	Chargée de mission ville apprenante	Mairie de Mantes-la-Jolie	Mantes-la-Jolie
M.	<b>Jérémie</b>	<b>Durand</b>	Directeur du «Grand Projet Educatif »	Maire d'Évry-Courcouronnes	Évry-Courcouronnes
Mme	<b>Alexandra</b>	<b>Lion</b>	Chargée de mission « Vie Educative du Territoire »	Maire d'Évry-Courcouronnes	Évry - Courcouronnes
Mme	<b>Karen</b>	<b>Mundy</b>	Consultante de l'UNESCO sur la stratégie GAL	Professeur, Education internationale et comparée, Université de Toronto	Consultante
Mme	<b>Satoko</b>	<b>Yano</b>	Spécialiste de programme	UNESCO	UNESCO
Mme	<b>Mari</b>	<b>Yasunaga</b>	Spécialiste de programme	UNESCO	UNESCO

M.	<b>Borhene</b>	<b>Chakroun</b>	Directeur	Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie (PLS)	UNESCO
Mme	<b>Yuki</b>	<b>Murakami</b>	Responsable de projet	Rapport mondial sur l'éducation, UNESCO	UNESCO
M.	<b>Alasdair</b>	<b>McWilliam</b>	Responsable de projet	Rapport mondial sur l'éducation, UNESCO	UNESCO
M.	<b>David</b>	<b>Atchoarena</b>	Directeur	Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)	UIL
Mme	<b>Rakhat</b>	<b>Zholdoshalieva</b>	Chef d'équipe	UIL	UIL
Mme	<b>Madina</b>	<b>Bolly</b>	Spécialiste principale du programme	UIL	UIL
Mme	<b>Katja</b>	<b>Römer</b>	Spécialiste de la communication	UIL	UIL
Mme	<b>Bettina</b>	<b>Reiss</b>	Assistante principale du directeur	UIL	UIL
M.	<b>Friedrich</b>	<b>Huebler</b>	Chef, Section des normes et méthodologies de l'éducation	Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)	UIS

**Annexe 2: Ordre du jour de la réunion générale de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, 10 septembre 2019 au siège de l'UNESCO**

Ordre du jour	
9h00-9h30	<b>Inscription et café de bienvenue</b>
9h30-10h00	<b>Ouverture et remarques d'introduction</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. David Atchoarena</b>, Directeur, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), Secrétariat de l'Alliance</li> <li>• <b>M. Borhene Chakroun</b>, Directeur, Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie (PLS), UNESCO</li> <li>• <b>S. Exc. M. Deng Hoc Yai</b>, Ministre de l'Éducation générale et de l'Instruction, Soudan du Sud, Co-Président du Groupe de pilotage de l'Alliance</li> </ul>
10h00-11h00	<b>Réalisation de l'ODD 4.6 dans les pays de l'Alliance : résultats de l'exercice d'estimation du coût</b> <b>Modératrice : Mme Madina Bolly</b> , Spécialiste principale de programme, UIL <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mme Satoko Yano</b>, Spécialiste de programme, PLS, UNESCO</li> <li>• <b>M. Friedrich Huebler</b>, Chef, Section des normes et méthodologies de l'éducation, ISU</li> <li>• <b>Mme Yuki Murakami</b>, Responsable de projet, Rapport mondial sur l'éducation, UNESCO</li> </ul>
11h00-11h30	Pause-café
11h30-12h00	<b>Présentation de la Stratégie de l'UNESCO pour l'alphabétisation des jeunes et des adultes (2020-2025)</b> <b>Modérateur : M. David Atchoarena</b> , Directeur, UIL, Secrétariat de l'Alliance <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mr Borhene Chakroun</b>, Director, PLS, UNESCO</li> </ul>
12h00-12h30	<b>Présentation de la première version de la Stratégie 2020-2025 pour l'Alliance</b> <b>Modératrice : Mme Rakhat Zholdoshalieva</b> , Chef d'équipe, UIL <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mme Karen Mundy</b>, Consultante, UIL</li> </ul>
12h30-14h00	Pause-déjeuner
14h00-16h00	<b>Discussions sur la première version de la Stratégie et sur le calendrier proposé pour sa finalisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Questions d'orientation : Mme Karen Mundy</b>, Consultante, UIL</li> <li>• <b>Alignement avec la stratégie de l'UNESCO, vision et mission : M. David Atchoarena</b>, Directeur, UIL, Secrétariat de l'Alliance</li> <li>• <b>Les 5 objectifs : M. David Atchoarena</b>, Directeur, UIL, Secrétariat de l'Alliance</li> <li>• <b>Résultats clés et activités supplémentaires possibles et calendrier proposé : Mme Rakhat Zholdoshalieva</b>, Chef d'équipe, UIL</li> </ul>
16h00-16h15	Pause-café
16h15-17h30	<b>Information sur la cartographie des initiatives d'alphabétisation et discussions sur les nouvelles activités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mme Rakhat Zholdoshalieva</b>, Chef d'équipe, UIL</li> </ul>
17h30-18h00	<b>Conclusions et voie à suivre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>M. David Atchoarena</b>, Directeur, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), <b>Secrétariat de l'Alliance</b></li> <li>• <b>Mme Maman Ouattara</b>, Directrice de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement techn. et de la Formation professionnelle, Côte d'Ivoire, Représentante de la Co-Présidente du Groupe de pilotage de l'Alliance</li> </ul>